

Le droit de lire derrière les barreaux (1^{re} partie)

Partage international n° 446 - Octobre 2025

Interview de Dave « Mac » Marquis par Jason Francis

Aux Etats-Unis, environ deux millions de personnes sont incarcérées dans quelques 5 000 prisons aux niveaux fédéral, des Etats et local. La population étasunienne représente 4,2 % de la population mondiale, mais ses établissements pénitentiaires abritent 20 % de la population carcérale mondiale. *Books through Bars : Stories from the Prison Books Movement (Des livres derrière les barreaux : Histoires du « Mouvement pour des livres en prison »)*, couvre l'histoire et le travail en cours de ce mouvement aux Etats-Unis.

Books Movement réclame le droit pour les prisonniers d'avoir accès à la lecture. Vingt-cinq personnes ont contribué à l'écriture de ce livre, qui contient également des lettres écrites par des prisonniers.

Books through Bars est coédité par Dave « Mac » Marquis, un activiste de longue date, post-doctorant de l'Université de Caroline du Sud, et adjoint à la direction de l'Association d'histoire de la classe ouvrière, qui a participé à la création du programme de lecture des prisons d'Asheville et de Saxapahaw. Il est interviewé par Jason Francis pour *Partage international*.

Une nation qui emprisonne

Partage international : Pourquoi y-a-t-il plus de personnes incarcérées aux Etats-Unis que dans n'importe quel autre pays ?

Dave Marquis : C'est un problème systémique. La question à se poser est la suivante : « Y a-t-il quelque chose propre à la population de ce pays qui la prédispose à la criminalité ou y a-t-il des problèmes systémiques qui conduisent à ces taux d'incarcération phénoménaux ? »

A l'évidence, un de ces problèmes est le racisme, le fait étant établi que les personnes noires et racisées sont emprisonnées à un taux disproportionnellement plus haut que les personnes blanches. Il y a toutes

sortes d'autres facteurs : un système éducatif en faillite, des lois injustes en matière de peines, avec une focalisation des poursuites sur les crimes opportunistes et ceux commis par des gens pauvres, alors que les criminels en *col blanc*¹ et les riches ne sont pas poursuivis de la même manière, les lois relatives aux peines plancher visant particulièrement les personnes qui ne peuvent se permettre d'assurer leur défense. Ce sont juste quelques-unes parmi la pléthore de raisons qui expliquent pourquoi le taux d'incarcération est si haut aux Etats-Unis.

Les débuts du mouvement pour des livres en prison

PI. Qu'est-ce que le mouvement pour des livres en prison et comment a-t-il commencé ?

DM. Le mouvement semble avoir commencé dans les années 1970 mais l'histoire de ses débuts est en partie perdue. Les trois programmes du pays les plus anciens qui perdurent aujourd'hui ont débuté à peu près en même temps, au début des années 1970 : l'un à Boston (Massachusetts), un autre à Durham (Caroline du Nord) et un autre sur la Côte Ouest.

Au regard de l'année, il est possible que le mouvement se soit développé en réponse à la rébellion de la prison d'Attica en septembre 1971. Nous n'en sommes pas sûrs mais en fin de compte, comme il l'est décrit dans l'essai de Lorenzo Kom'boa Ervin, auteur et activiste, dans le livre *Books through Bars*, ce furent les prisonniers eux-mêmes qui ont été à l'origine du mouvement et qui ont travaillé à faire admettre les livres dans les prisons. Kom'boa et d'autres se sont appuyés sur le travail de Martin Sostre à travers le pays pour s'organiser de l'intérieur pour obtenir des livres, puis un réseau extérieur s'est mis en place pour les aider. Le mouvement des livres pour la prison s'est probablement développé de cette manière.

PI. Vous mentionnez Martin Sostre (1923-2015). C'était un activiste, condamné en 1967 pour des activités criminelles qui se sont avérées plus tard avoir été fabriquées. Il a passé dix ans en prison avant d'être gracié. Pouvez-vous nous parler de son travail pour les droits des prisonniers ?

DM. Martin Sostre était incarcéré à la prison d'Etat d'Attica à New York, où il a monté une série de procès pour le compte d'autres prisonniers. Un de ces procès touchait à l'interdiction de recevoir des

documents, dont certains concernaient l'enseignement de l'islam, lui-même étant adhérent à la *Nation de l'islam*. Deux de ces célèbres procès sont Sostre contre Rockefeller et Sostre contre McGinnis. Il a réussi à obtenir l'accès aux documents et ces procès ont fourni une jurisprudence utilisée pour forcer les prisons à travers le pays à accorder aux prisonniers un accès aux livres.

Tour d'horizon

PI. *Comment en êtes-vous venu à vous impliquer dans le mouvement pour les livres en prison ?*

DM. Je me suis impliqué dans le mouvement à partir du milieu/fin des années 1990. J'ai commencé à faire du bénévolat pour l'organisation *The Anarchist Black Cross (La Croix noire anarchiste, ABC)*, qui travaillait à soutenir les prisonniers politiques. J'ai bifurqué de là au soutien direct de Mumia Abu-Jamal, un activiste politique et journaliste incarcéré aux Etats-Unis. Puis en en apprenant plus sur l'*Etat carcéral*² et sur les conditions à l'intérieur des prisons, une opportunité s'est présentée quand des personnes ont exprimé leur désir de démarrer un programme pour les livres en prison lorsque j'étais à Nashville (Caroline du Nord). J'en connaissais l'existence mais n'avais jamais participé à aucun projet. Avec des amis, nous avons créé le *Asheville Prison Books* en 1999.

PI. *Combien de Prison Books Projects (PBP) ou de groupes qui fournissent des livres aux prisonniers y a-t-il aux Etats-Unis ?*

DM. C'est difficile à dire parce que tous ne sont pas toujours présents ni comptabilisés, et certains projets sont dormants puis redeviennent actifs. Il y en a en fin de compte quelques dizaines, mais d'une manière générale, ce sont de petits organismes qui fonctionnent souvent avec des budgets restreints. Parfois ils n'ont pas le temps de répondre à leur courrier visant à être pris en compte dans le mouvement global. Il se peut donc qu'on ne soit pas informé de leur existence ou qu'ils ne soient pas listés sur un des sites. Il n'y a pas d'organisation unique regroupant tous ces programmes disparates, ce qui rend difficile leur repérage, mais au dernier recensement, il y en a sans aucun doute plusieurs dizaines.

PI. *Comment sont financés les PBP, et comment trouvent-ils leurs livres ?*

DM. Tous les programmes sont gérés différemment. Certains sont associés à des universités, d'autres non. Certains sont issus du mouvement anarchiste des années 1990, certains des luttes pour la justice carcérale des années 1970, d'autres sont issus de

l'organisation *Anarchist Black Cross* dans les années 1980. Ils couvrent donc toute une gamme, et je tiens à être clair sur le fait que je ne parle pas pour le mouvement dans son ensemble. Presque toutes les organisations que je connais fonctionnent essentiellement avec des bénévoles, mais certaines peuvent avoir un salarié ou deux.

Les livres proviennent presque toujours de dons. Différentes structures peuvent avoir des listes de souhaits déposées dans une librairie locale où on peut acheter un ouvrage pour le programme. D'autres personnes donnent leurs propres livres. Parfois les programmes utilisent l'argent des collectes de fonds pour acheter des livres spécifiques qui ne font pas assez l'objet de donations, comme les dictionnaires ou les livres de développement personnel. Les dictionnaires sont définitivement les plus demandés.

Les programmes obtiennent de l'argent de différentes manières. Cela dépend vraiment de chaque organisation locale. Il existe deux organismes nationaux qui procurent des micro-subsidies aux programmes, mais certains sollicitent des subventions plus importantes. Certains programmes sont associés à des institutions académiques et peuvent obtenir un financement des organisations étudiantes. Mais pour la plupart, ces programmes se financent en organisant des collectes de fonds grâce par exemple à des ventes de pâtisseries. Cela fait vraiment le tour de la question.

Lutter contre la censure carcérale

PI. *Pouvez-vous nous expliquer quels sont les défis et les obstacles que vous affrontez pour faire parvenir des livres dans les mains des prisonniers et pourquoi la censure sur les livres peut émaner de raisons arbitraires et capricieuses.*

DM. Une des difficultés est que les individus ne sont pas autorisés à envoyer des livres en prison. Ils doivent provenir d'une librairie ou bien en général de ce que les institutions carcérales appellent un « vendeur approuvé ». A partir de là, tout devient compliqué, car il faut se souvenir qu'il n'existe pas de système carcéral unique aux Etats-Unis. Il y a des milliers d'institutions différentes.

Si on regarde ce système dans une perspective d'organisation, on voit qu'il existe au niveau fédéral, différents niveaux de sécurité dans chaque prison. Elles ont des lignes directrices d'ensemble mais celles-ci varient en fonction du degré de sécurité. Il existe également des prisons militaires et des établissements de détention pour les immigrants. Il y a donc beaucoup d'institutions carcérales au niveau fédéral. Puis il y a celles au niveau des Etats, chacun

d'entre eux gérant son propre système carcéral ayant différents niveaux de sécurité avec également des restrictions différentes pour chacune de ces institutions. La même structure s'applique au niveau des comtés et des localités. Toutes ces institutions constituent le système carcéral avec en addition, les institutions privées.

Prenons une institution particulière au niveau fédéral, qui impose que tous les livres proviennent d'un vendeur approuvé, une librairie étant, normalement, considérée comme approuvée. Il faut alors envoyer tous les colis enveloppés dans du papier blanc. Les colis recouverts de papier marron sont retournés. Puis quand les livres arrivent dans la salle du courrier, ils sont soumis au jugement des personnes qui travaillent ce jour-là et à la manière dont ces personnes interprètent les directives de l'institution. La manière dont les livres arrivent à l'intérieur de la prison est donc arbitraire et capricieuse.

Les livres peuvent vous être retournés. Il arrive qu'il soit possible d'appeler la salle du courrier et de pouvoir parler avec quelqu'un pour trouver une solution relativement rapidement. Cela arrive parfois, mais pas souvent. Il faut alors passer par le processus consistant à comprendre pourquoi les livres ont été retournés et à travailler ensuite avec l'institution pour résoudre le problème. Parfois l'institution ne collabore pas et il est nécessaire d'engager un avocat. Il n'y a pas aux Etats-Unis de directives imposées uniformément à toutes les institutions carcérales concernant l'accès des livres à l'intérieur des prisons.

PI. *Qu'est-ce qui peut générer la censure d'un livre ?*

DM. La pornographie est la plus évidente. Presque toutes les institutions interdisent la pornographie. Mais se pose alors la vieille question : « Qu'est-ce que la pornographie ? » Certains endroits portent le sujet à un niveau extrême lorsqu'ils retournent un magazine parce qu'il contient une image de publicité

pour un sous-vêtement d'adulte. Cela est effectivement déjà arrivé et avait été considéré comme de la pornographie. La personne qui gère le courrier un jour donné peut juger comme de la pornographie certaines choses que vous n'auriez jamais considérées comme telle.

Dans la plupart des établissements, toute chose jugée comme compromettant la sécurité de l'institution peut être prohibée, motif extrêmement large, sous lequel par exemple, peuvent être interdits des livres sur le radicalisme noir, au prétexte qu'ils peuvent provoquer des troubles. Beaucoup de raisons sont données à l'interdiction des livres. Je crois que vous seriez mieux renseignés en demandant aux institutions elles-mêmes leurs raisons de bannir certains livres.

[Pour plus d'informations : *Books through Bars : Stories from the Prison Books Movement* par Moira Marquis et Dave « Mac » Marquis (2024)]

1. La criminalité en col blanc se réfère aux délits motivés par l'argent commis par des individus ou des organisations dans le monde des affaires ou par des gouvernements, impliquant la fraude, les détournements de fonds et les délits d'initiés, utilisant la tromperie et la dissimulation visant à un bénéfice financier.

2. *L'État carcéral* fait référence à un système dans lequel le gouvernement utilise l'organisation de la justice criminelle dont la police, les tribunaux et les prisons, pour exercer le contrôle et la gestion de l'ordre social, affectant souvent de manière disproportionnée les communautés marginalisées.

Etats-Unis **Auteur** : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : [Divers](#) ()